

## **AZF, le 21 septembre 2021**

**Vingt ans après, la CGT est toujours déterminée et engagée pour la mobilisation et l'unité la plus large des salariés et des citoyennes et citoyens !**

Intervention de Gisèle Vidallet

Vingt années ont passé depuis l'explosion d'AZF, mais les plaies et le souvenir de cet accident industriel sont toujours vifs pour les salariés du site, des établissements environnants et pour toute la population toulousaine et au-delà.

Trente et un morts et plus de 20 000 blessés, 5000 entreprises impactées dont une cinquantaine anéanties, ainsi que de nombreux bâtiments publics, dont 120 établissements scolaires, plus de 20 000 logements touchés ou carrément détruits. Au final, Total finira par prendre en charge de 71 000 dossiers matériels. Tel est le bilan.

Les victimes, travaillaient dans l'usine ou sur des sites voisins, elles ont été touchées sur le périphérique, en allant à leur travail ou elles vivaient à côté de l'usine.

**Elles ont été tuées ou blessées par les stratégies patronales et les choix politiques qui privilégient l'intérêt économique et financier au détriment de l'humain et de l'environnement.**

Dès le lendemain de l'explosion, nous avons vécu un formidable élan de solidarité du monde du travail venu de partout en France et d'Europe.

Toutes les organisations de la Cgt de la confédération aux syndicats ont mis en œuvre la solidarité auprès des salariés et des populations. Je voudrais ici saluer particulièrement les Unions départementales de la région qui ont toujours été à nos côtés et celui des travailleurs.

Nous étions confrontés à l'obligation de réagir et d'agir dans un contexte des plus difficiles, notamment pour les syndicats et camarades directement touchés. Dans de telles conditions, la force d'une organisation comme la CGT a pris toute

sa dimension. **Cela a profondément marqué notre engagement et notre mémoire militante.**

Cette journée du 21 septembre 2001, aura également mis à l'épreuve les services de santé et de Service public dont les salariés ont fait preuve d'une abnégation extraordinaire pour répondre à la situation. Nous rendons hommage aux prouesses des personnels de santé et de secours qui ont œuvré dans un contexte comparable à une désolation de guerre.

Il en est de même des services techniques et de voirie, de l'Énergie, des Transports, des services sociaux et de sécurité et bien d'autres encore... comme les services police qui à l'inverse des dérives que nous vivons aujourd'hui, avait encore des valeurs républicaines d'une police de proximité au service des citoyens.

**Vingt ans plus tard, ces souvenirs confrontés à l'actualité du moment, nous rappellent combien la mobilisation pour la défense et l'amélioration du service public face à ses fossoyeurs passés et actuels, est le pilier incontournable pour une société de progrès.**

Dans cette situation de crise et d'urgence a surgit la volonté des victimes ou parents de victimes de refuser l'inacceptable. Avec leurs associations et leur syndicat ils se sont engagés sans compter dans un long et difficile combat pour que la vérité sur les causes soit enfin confirmés par la justice en 2017. **La CGT salue l'esprit de solidarité qui a permis l'union de toutes nos forces.**

Face à toutes les tentatives de divisions, nous n'avons jamais fait de différence entre les victimes du dedans comme celle du dehors, pas plus que nous n'avons fait de différence entre les 10 salariés d'AZF et les 11 salariés sous-traitants qui ont perdu la vie sur le site.

**A l'ouverture du procès, la CGT écrivait :**

- **Oui, Total est responsable de cet accident industriel ! Oui, Total est coupable d'avoir dissimulé les preuves, coupable de diviser les victimes. Il doit être condamné !**

**C'était d'autant plus juste**, que Total a déployé dès le jour même de l'explosion, des moyens colossaux pour échapper à ses responsabilités. L'entreprise connaissait depuis le début les causes de la catastrophe. Elle a toujours tenté de

les masquer et d'assumer ses choix de gestion. Encore aujourd'hui le groupe continue de manœuvrer pour créer du doute.

**Malgré tout, le long chemin de la lutte pour la reconnaissance de cet accident industriel et pour que la justice passe a franchi une étape importante.**

C'est un point d'appui pour continuer le combat, au moment même où les questions de sécurité continuent d'être un sujet revendicatif majeur, au regard des accidents de ces dernières années mais également, de toutes les attaques contre les CHSCT, contre le droit du travail et le droit pénal en la matière.

Les causes de l'explosion sont rappelées dans le dernier jugement de 2017 qui condamne l'entreprise définitivement. Il pointe « ..du personnel non formé, des manquements dans la gestion des déchets, le recours excessif à la sous-traitance, activité qui n'aurait pas dû être sous traitée, l'absence d'évaluation des risques. »

**Nous le disions il y 20 ans et nous continuons de le dire aujourd'hui : il est indispensable de faire grandir la mobilisation pour qu'un tel accident industriel ne puisse se reproduire. Que ce soit en France comme partout dans le monde car l'explosion du port de Beyrouth pour des causes similaires à AZF démontre que la course aux profits n'a pas de frontière.**

Le droit du travail, le droit de l'environnement comme tous les moyens destinés à la sécurité, y compris dans les sites classés Sévésos sont des enjeux majeurs et actuels. Les leçons n'ont pas été tirées.

Nous en voyons le triste résultat, avec l'incendie de Lubrizol à Rouen qui a pu augmenter et modifier ses stocks sans avoir à réaliser une étude de danger, à cause de la suppression récente de cette obligation.

Ces derniers jours, l'incendie qui a frappé l'usine Aubert Duval à Pamiers a mis en danger la population et les salariés, il continue d'allonger la liste.

Je salue la présence d'une délégation Rouennaise des riverains de l'usine Lubrizol et de la CGT locale qui a fait le voyage pour être parmi nous. Vous pourrez débattre avec eux ce soir à la Bourse du Travail.

Nous exigeons que l'accident d'AZF permette enfin que l'on puisse travailler et produire sans exposer sa vie, sa santé, l'environnement Il y a urgence.

En cohérence avec les mobilisations pour l'emploi, les salaires, les 32 heures et les conditions de travail, il faut que toutes les luttes portent l'exigence d'un État qui ne se couche pas devant les multinationales et joue son rôle régalien et de prévention. Entre autres, avec des inspecteurs du travail et des inspecteurs de sites fonctionnaires et indépendants et qui ne soient pas sanctionnés quand ils font des contrôles.

Cela implique qu'il existe des sanctions dissuasives envers les patrons délinquants ou criminels des grands groupes, ce qui n'arrive jamais aujourd'hui. La reconnaissance de la notion de crime industriel n'existe pas dans notre pays.

**A la CGT, nous tenons à imprégner le débat et les décisions politiques de ces questions.** C'est pourquoi cet après-midi nous organisons avec les associations Plus jamais ça et des Sinistrés du 21 septembre, un débat public à 17 heures à la Bourse du travail, place Saint Sernin, autour de deux questions, à savoir :

- 20 ans après où en est-on ?
- riverains et travailleurs des industries, opposition d'intérêts ou convergence ?

Non seulement la fermeture du site par Total, le démantèlement de la SNPE et de toute la filière n'ont pas réglé la question de la protection des risques industriels mais ces décisions ont aggravé la situation sociale et économique du département et de la Région, tout en accentuant la mono industrie autour de l'Aéronautique.

**Résultat, depuis 2020, nous en payons le prix avec l'offensive lancée contre ce secteur par la finance internationale qui se sert de la crise sanitaire comme effet d'aubaine. A la fin du premier trimestre 2021 et sans préjuger des suites, 8 800 emplois ont été supprimés en Occitanie et en Aquitaine dans cette filière, dont 4900 pour la seule Haute-Garonne. Il faut y ajouter les milliers de contrats d'intérimaires supprimés dont 2000 pour le seul groupe Airbus. Cela se fait en utilisant la crise sanitaire et les milliards d'argent public, alors que les profits continuent d'exploser !**

Nous voulons vivre et travailler sans pollution et sans risquer nos vies, ni notre santé, que l'on soit riverain ou salarié. Les solutions existent, elles étaient

connues et exprimées par les élus CGT, dans cette usine comme dans d'autres avant 2001.

### **Les délocalisations et la précarité, ça suffit !!**

**Nous avons besoin d'industrie en France, mais pas l'industrie à la sauce capitaliste !** Nous voulons construire une industrie qui répondent aux besoins de la population dans des usines sûres et non polluantes. Une industrie diversifiée et pourvoyeuse d'emplois reconnus par des salaires, un code du travail et des conventions collectives de haut niveau.

**Pour cette reconquête industrielle qui allie réponse aux besoins, protection de l'environnement et aménagement du territoire, l'argent existe, les milliers de milliards coulent à flot ! La condition est qu'on le reprenne des griffes des actionnaires !!**

Cela implique des choix politiques, sociaux et surtout économiques qui sont à l'opposé de ceux d'aujourd'hui et qui ont conduit à l'accident meurtrier d'AZF il y a 20 ans.

**Les salariés doivent pouvoir reprendre en main l'outil de production en ayant des droits renforcés, notamment au niveau des choix stratégiques, de l'investissement et de la répartition de la richesse produite. Une industrie démocratisée par un lien renforcé avec les populations et les riverains, c'est possible si le critère des dividendes versés aux actionnaires et de toutes les formes de prédation disparaît !!**

De nouvelles modalités de productions industrielles et d'exploitation des richesses, sont indispensables pour amorcer cette logique de développement respectueuse de l'humain et de la planète.

Il s'agit de poser les bases d'un développement au service d'un nouveau type de croissance, fondée sur une nouvelle finalité qui conteste frontalement le système capitaliste dont le seul et unique moteur est l'accumulation du profit.

Non, nous ne voulons pas d'un autre accident majeur comme celui de ce terrible jour de septembre 2001. Nous voulons une société où les travailleuses et les travailleurs ne soient pas de la chair à profit. Une société où nous pouvons maîtriser nos vies et notre destin.

**En ce jour, vingt ans après, la CGT est toujours déterminée et engagée pour la mobilisation et l'unité la plus large des salariés et des citoyennes et citoyens !**

Je vous remercie.

**Gisèle Vidallet**

**Toulouse le 21 Septembre 2021**